

Mise à la retraite automatique: Le Conseil d'Etat désavoué une seconde fois par la justice !

Le 26 janvier 2011, le Tribunal des prud'hommes de l'administration cantonale (TRIPAC) statuait en faveur d'une recourante accompagnée par la Société pédagogique vaudoise. Dans ses conclusions, le TRIPAC annulait ainsi toutes les décisions du Conseil d'Etat vaudois obligeant les services à mettre à la retraite automatiquement les employés atteignant l'âge minimum de la retraite et 37.5 années de cotisations, même théoriques, à la Caisse de pensions.

La cour de première instance indiquait dans ses motivations que « *les décisions prises par le Conseil d'Etat ne reposent sur aucune base légale suffisante et ne sauraient déployer d'effet* ». Pour rappel, le Conseil d'Etat justifiait cette décision par des motifs économiques: les jeunes coûtant moins chers que les collègues expérimentés !

Cet arrêt précisait enfin que si l'autorité hiérarchique a le droit d'user de la faculté d'imposer un départ à la retraite, elle doit motiver sa décision et respecter le principe de proportionnalité.

Le Conseil d'Etat, tout en poursuivant cette pratique, a fait appel de la décision du TRIPAC auprès de la Chambre des recours du Tribunal cantonal vaudois. Cette dernière a conclu, le 22 septembre dernier, au rejet du recours de l'Etat en confirmant, dès lors, le jugement de première instance. La pratique du Conseil d'Etat est bien illégale ! Les services ne peuvent donc pas appliquer de manière arbitraire la Loi sur la Caisse de pensions.

La FSF et la SPV exigent la mise en application immédiate de la décision du Tribunal qui doit faire jurisprudence pour l'ensemble des collaborateurs de l'Etat.

Lausanne, le 28 septembre 2011

Contacts :

M. Yves Froidevaux, Secrétaire général de la SPV

Mme Béatrice Métraux, Présidente de la FSF